

Badissia-Novembria : passage en force

Le message est, pour l'instant, sans ambages : il n'est plus permis d'avoir une autre vision de "sortie de crise" que celle consistant en une élection présidentielle rapide.

Le pouvoir ayant opté pour "la solution constitutionnelle", la question de la transition est, selon lui, retirée du débat. Un débat au demeurant tranché : il ne reste plus de place que pour "le dialogue national serein et constructif" portant sur les conditions de "la tenue de la prochaine élection présidentielle, dans les plus brefs délais". C'est-à-dire ce dont traitent "les initiatives réalistes et raisonnables" que le chef d'état-major a citées en exemple et auxquelles il a rendu hommage dans son allocution d'hier.

En plus de confirmer un raidissement autoritaire progressif, visible depuis plusieurs semaines, le discours de Gaïd Salah annonce une escalade répressive. Le changement d'approche vis-à-vis du mouvement se devine à travers le registre sémantique dans lequel il puise les termes de son réquisitoire contre "les supplétifs et les inféodés de la bande" et les "traîtres". Il n'hésite pas à adresser "une sérieuse mise en garde", puis "un dernier avertissement" à "ceux qui marchandent avec l'avenir de la patrie et son intérêt suprême".

Les marches, elles-mêmes, ne sont plus perçues comme des manifestations où s'expriment les seules revendications populaires authentiques. Car, pour le chef d'état-major, "la bande, dont les abjections inavouées ont été démasquées, possède encore des inféodés et des mandataires dans la société et œuvre encore de façon encore plus claire à infiltrer les rangs des marches populaires et à impacter la nature des revendications populaires légitimes, voire tenter d'orienter ces revendications selon les intentions abjectes de cette bande, ce qui requiert, et je le répète encore une fois, plus de vigilance et de prudence concernant l'encadrement de ces marches".

Désormais, tous les doutes sur l'inspiration populaire des revendications sont donc permis.

La question, inédite, de "l'encadrement de ces marches" est aussi révélatrice d'un changement d'approche : à la posture d'accompagnement proclamée du mouvement populaire succède une volonté de sa maîtrise politique.

Après avoir décrété la répression de l'emblème amazigh, l'autorité régnante dénonce le slogan de "Dawla madania, machi âaskaria", un slogan au demeurant érigé en principe fondateur de l'État algérien par la Plateforme de la Soummam. Et maintenant attribué aux "traîtres" ! C'est avec la même irritation que Gaïd Salah a réfuté l'appellation de "prisonniers politiques ou d'opinion" aux manifestants arrêtés pour détention de l'emblème amazigh et dénoncé le slogan pour un "État civil" !

Cette volonté de dépouiller le mouvement populaire de ses messages politiques les plus significatifs, ceux qui lui donnent une dimension identitaire comme ceux qui portent sur la nature souhaitée de l'État, montre que l'autorité en place a déjà établi ses choix idéologiques à l'intention du futur pouvoir.

Et pour cause : au même moment, l'Assemblée nationale s'apprête à élire à sa tête un député islamiste — de l'opposition (sic) — soutenue par les partis de l'alliance encore au pouvoir.

Badissia-Novembria au pas de course !

M. H.
musthammouche@yahoo.fr